

Instruction de la classe ouvrière par les organisations syndicales et le Parti socialiste en Suisse

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: Article

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **4 (1912)**

Heft 8

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-382949>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

En revendiquant l'abolition du travail de nuit, nous recevons toujours la réponse que cette abolition serait impossible pour certaines industries. Alors que l'on nous accorde au moins la *limitation à huit heures* du travail de nuit par trois équipes. A ce moment-là la meute des fonctionnaires et rédacteurs au service du patronat s'élance contre nous en hurlant la ruine de l'industrie, la disparition de tout profit pour les patrons. Nous ne nous soucions guère des profits des patrons. Cependant, un examen des arguments avancés par les agents du patronat contre les trois équipes, montrera que les lamentations et les craintes de MM. les entrepreneurs à ce sujet sont considérablement exagérées, sinon directement inventées. C'est ce que nous démontrerons dans la seconde partie de ce chapitre.



Instruction de la classe ouvrière par les organisations syndicales et le Parti socialiste en Suisse.

Depuis qu'il existe un mouvement ouvrier dont le but va au delà de l'acquisition de quelques avantages matériels immédiats et, de tout temps, depuis que les organisations ouvrières ont commencé à travailler consciemment à la réalisation des prédispositions nécessaires à l'amélioration générale et définitive des conditions sociales, le relèvement du niveau intellectuel de la classe ouvrière fut un des principaux soucis des militants, de tous les camarades conscients de l'importance du grand problème social à résoudre par l'organisation ouvrière.

Même les socialistes utopistes, tels que Saint-Simon, Robert Owen, Charles Fourier, Etienne Cabet et Weitling attachèrent une importance plus ou moins grande à l'instruction de la classe ouvrière, quoiqu'ils attendissent davantage de l'éducation, de la culture philosophique de l'homme en général, surtout d'un appel vigoureux à la raison et à la bonne volonté des représentants de la classe aisée pour appuyer la réalisation de leurs plans d'une société nouvelle.

Nous pouvons encore ajouter que, les grands anarchistes, tels que Proudhon, Bakounine, Elisée Reclus, Kropotkine, etc., n'ont pas contesté la nécessité d'un meilleur degré d'instruction de la classe ouvrière, quoi qu'ils aient attaché plus d'importance à l'action spontanée résultant d'un sentiment de révolte contre les souffrances éprouvées qu'à une action préparée longuement et résultant de réflexions dues à l'étude approfondie des conditions du développement social. Certains anarchistes, entre autres Elisée Reclus,

Pierre Kropotkine et, par exemple, Tolstoï, se sont donnés beaucoup de peine à faciliter aux prolétaires la compréhension de leur sort par de nombreuses publications, d'un style très populaire, sur les questions les plus diverses de la vie sociale. *Proudhon*

Cependant, ici encore on attendait davantage de la culture philosophique, de l'influence du bon exemple et de l'action visible sur l'opinion de l'individu que de l'augmentation de ses connaissances de la réalité.

C'est pour ces raisons que les anarchistes, autant que les utopistes, n'ont guère connu le souci de ménager les organisations ouvrières, condition fondamentale de toute œuvre systématique et générale d'instruction ouvrière. D'autre part, la misère et le marasme épouvantables, dans lesquels gisait le prolétariat de tous les pays vers la fin du XVIII^{me} siècle et pendant la première moitié du siècle passé, laissèrent supposer aux utopistes et aux idéalistes précurseurs du mouvement socialiste que les prolétaires eux-mêmes ne seraient jamais capables de sortir de la dèche de leurs propres forces, pendant que les anarchistes ne voyaient qu'un moyen de salut, celui de démonter ou de détruire tout ce qui constituait l'ordre social injuste, afin d'obtenir plus de liberté d'action pour édifier une société nouvelle.

Il n'en est pas de même pour les fondateurs du soi-disant *socialisme scientifique* qui aboutit à l'organisation politique du prolétariat, désigné par le nom de *social-démocratie*.

Charles Marx et Frédéric Engels ont le mérite d'avoir analysé scientifiquement les phénomènes sociaux et, par les résultats de leurs recherches, d'avoir fourni la preuve de ce qu'une amélioration définitive et générale des conditions sociales ne serait obtenue que par l'émancipation intégrale (politique et économique) du prolétariat, dont une des conditions serait la conquête des pouvoirs publics par la classe ouvrière. Cela constituait en même temps la preuve de cette affirmation, plus souvent répétée depuis que bien comprise : **L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.**

Mais les fondateurs du socialisme scientifique ont fait davantage. Ils ont, en même temps, prouvé que la victoire finale de la classe ouvrière était en quelque sorte, une nécessité historique, du fait que du développement de la société capitaliste résulteraient les conditions essentielles permettant à l'arrivée au pouvoir la classe ouvrière. Ces constatations indiquent à ne pas s'y méprendre que l'arrivée d'un régime démocratique dépend davantage de la capacité du prolétariat de comprendre la réalité dans laquelle il vit et

de savoir profiter de toutes les occasions favorables fournies par le développement social, que de l'appel à la raison ou au sentiment ou d'une propagande basée sur des spéculations philosophiques plus ou moins heureuses.

Ce sont des considérations de ce genre, appuyées d'ailleurs par les résultats de nombreuses expériences et essais de créer une société nouvelle suivant un plan déterminé ou de se débarrasser du joug capitaliste, de l'oppression de la bourgeoisie par des mouvements de révolte, qui amenèrent peu à peu le prolétariat à la conception de la nécessité d'une lutte organisée, systématique et continue.

C'est la lutte que poursuivent en même temps, par des moyens différents, les organisations syndicales, politiques et coopératives modernes du prolétariat international.

Si, à l'heure actuelle, l'appréciation de la valeur de tel ou tel moyen de lutte diffère suivant le pays ou plutôt suivant le degré du développement social, partout où le syndicalisme moderne et le socialisme international ont pu pénétrer, c'est-à-dire dans presque tous les pays de l'Europe, on est aujourd'hui d'accord sur la nécessité d'organisation et le besoin de coordonner les efforts pour tout et dans tout. D'ailleurs, en Amérique, dans les pays d'Afrique et d'Asie où il y a possibilité pour les travailleurs de s'organiser, les mêmes tendances qui prédominent aujourd'hui dans les organisations ouvrières européennes se font jour.

En même temps que cette conception de la lutte de classe s'est répandue, la nécessité d'une instruction générale et aussi complète que possible des masses prolétaires s'est fait sentir.

Les premiers élèves de Marx et Engels, Lassalle, Liebknecht, Bebel, par exemple, se sont particulièrement distingués par leurs efforts à faire comprendre aux travailleurs la nécessité de mieux s'instruire sur tout ce qui touche la vie et l'organisme de la société.

Ainsi, pendant que les fondateurs du socialisme moderne s'étaient chargés de fournir au prolétariat les matières scientifiques, formant une base solide à la conception théorique de la lutte de classe universelle, leurs élèves se sont distingués en montrant aux travailleurs combien l'issue de la lutte dépendait de leur capacité de comprendre le présent par leurs connaissances du développement dans le passé et de leur capacité de prévoir les phénomènes de l'avenir par la compréhension des conditions sociales du présent. Les proverbes : « Le savoir, c'est le pouvoir » et « Par l'instruction à la liberté » sont de Liebknecht et de Lassalle. Depuis plus d'un demi-siècle, une œuvre considérable d'instruction de la classe ouvrière s'accomplit sans

cesse partout où l'organisation ouvrière a pu prendre pied.

Il manque de l'instruction systématique.

L'œuvre d'instruction accomplie depuis la mort des grands leaders socialistes, n'a pas donné tout ce que l'on pouvait en attendre.

La lutte de tous les jours, la nécessité de défendre sans cesse l'existence même de l'organisation ouvrière syndicale et politique, le besoin de réaliser des avantages matériels immédiats et de défendre les positions acquises contre les attaques continuelles des nombreux et puissants adversaires du mouvement ouvrier, tout cela força trop souvent les syndicats, autant que les organisations politiques, à interrompre, sinon à négliger l'œuvre d'instruction, malgré sa nécessité unanimement reconnue. En tout cas, dans plusieurs pays, entre autres chez nous en Suisse, la poursuite d'une œuvre *systématique* d'instruction était rendue impossible.

Si le développement de la société capitaliste a créé certaines conditions favorables aux groupements des travailleurs et facilitant leur marche vers le pouvoir, il est incontestable qu'en même temps il résulta de ce développement des conditions désavantageuses aux efforts du prolétariat organisé. Le changement des conditions économiques et les transformations de la situation politique qui en résultent, placèrent les organisations ouvrières en face de problèmes nouveaux, souvent compliqués et très difficiles à résoudre. Il a fallu abandonner l'idée de l'organisation générale, telle qu'elle était réalisée en partie au temps des chartistes en Grande-Bretagne (telle que l'ancienne association internationale, par exemple, s'était proposée de la réaliser universellement), pour adopter peu à peu une *division du travail*, comme elle existe aujourd'hui entre les organisations syndicales, politiques et coopératives dans les pays du centre et du nord de l'Europe. Il a également fallu limiter d'une façon de plus en plus précise le domaine d'activité des différents genres de groupement ouvrier. C'était un long procès de développement intérieur de l'organisation ouvrière qui dut se faire en même temps que la lutte contre ses adversaires. Pendant des années, tous les congrès et conférences des organisations syndicales et politiques furent le théâtre des manifestations résultant de ce procès d'orientation nouvelle. Dans les différents pays, ce procès s'est produit à différentes époques. En Suisse, les principales phases se sont produites dans la période de 1890 à 1910. Cependant, aujourd'hui encore ce développement n'est point terminé.

Il faut dire que si les transformations résultant de ce procès ont été, sous certains rapports, avantageuses pour le mouvement ouvrier, elles

ont également amené des désavantages, dont nous souffrons aujourd'hui encore.

A la suite de la division du travail et de la séparation nette du domaine d'activité de chaque groupement, le contact et, finalement, l'unité dans l'action ont fini par se perdre.

D'un côté, on obtenait un peu plus de force et de vitalité pour chacune des organisations; de l'autre, il semble que l'on en perdait autant par le manque d'accord, par la division des forces et le désintéressement aux tâches communes. Trop généraliser et trop centraliser, c'est nuisible; les expériences du passé l'ont prouvé. Mais la situation du présent nous prouve tout aussi bien que trop spécialiser, trop éloigner et décentraliser les forces, les moyens et l'action, est encore plus nuisible.

Ce sont précisément les efforts pour l'instruction dans la classe ouvrière qui ont le plus souffert de cet état de choses.

Combien de fois n'avons-nous pas entendu pousser cette plainte: « *Le mouvement ouvrier a perdu en profondeur, ce qu'il a gagné en étendue.* »

Sans doute, cette plainte ne se justifie pas partout au même degré et toujours; elle ne contient que des vérités relatives. A notre avis, elle se justifie quand il s'agit de la propagande générale. C'est facile à comprendre. Quand on a des centaines, ou même des milliers d'auditeurs devant soi, on est bel et bien forcé de faire plutôt appel aux sentiments ou à l'instinct qu'au savoir et à la raison. A cette occasion, il serait un peu difficile de recourir aux arguments ou aux démonstrations scientifiques pour avoir du succès. De ce côté, la cuirasse a des défauts, c'est entendu! L'agitation, la propagande dans la masse doit trop tenir compte des dispositions momentanées de celle-ci et l'instruction en souffre.



Grève générale et lock-out à Zurich.

III.

La marche de la grève.

Dans la nuit du 11 au 12 juillet, après avoir pris connaissance du résultat de la votation dans les syndicats au sujet de la grève générale, le Comité de l'Union ouvrière de Zurich a fait répandre l'appel suivant dans tous les quartiers de la ville:

Ouvriers, lâchez le travail!

Pour étouffer les grèves des serruriers et des peintres, le patronat a fait venir d'Allemagne des *kroumirs professionnels*, éléments d'autant plus redoutables pour toute la population, qu'ils ont été armés de revolvers et de poignards. C'est ce que les événements de ces jours derniers

prouvent. Le gouvernement rendu attentif sur ces faits, a forcé le Conseil communal de prononcer l'interdiction des postes de grève.

Travailleurs! Pour protester contre ce parti pris des autorités et pour protester contre l'importation de *kroumirs professionnels*, nous vous engageons vivement à répondre par **la grève générale pour 24 heures**, et cela *aujourd'hui, le vendredi 12 juillet*. **Travailleurs!** Lâchez pour aujourd'hui le travail en restant calmes et dans l'ordre. Notre protestation devra rester un acte digne et sérieux. *D'urgence, nous faisons appel à votre discipline et à votre intelligence!* Rappelez-vous de la puissante manifestation calme des ouvriers en Suède. Comme eux, évitez toutes les boissons alcooliques.

Abstenez-vous de toute action individuelle devant les ateliers atteints par la grève!

Venez tous, vendredi matin, à 9 heures, assister à *l'assemblée de protestation*, c'est là que l'on vous donnera d'autres indications.

Le travail sera repris le samedi matin.

Le comité et l'assemblée des délégués de l'Union ouvrière de Zurich.

Cet appel ne nous paraît pas trop violent. Il est plutôt trop prudent. Ce qui n'empêcha point les organes bourgeois et, particulièrement, la presse des soi-disant socialistes-chrétiens de prétendre que le comité de l'Union ouvrière de Zurich avait fomenté un mouvement de révolte, une sorte d'insurrection contre les pouvoirs établis. Or, ce que la grève générale de Zurich n'a justement pas été, c'est un acte d'insurrection, de révolte. Le calme et la discipline régnèrent partout, depuis le commencement jusqu'à la fin de ce mouvement, qui de ce fait resta ce qu'il devait être, soit un mouvement général de protestation.

Est-ce dire que l'influence en ait été diminuée ou que l'énergie et l'action aient manqué au cours de la grève générale de Zurich? Non, au contraire. Déjà dans la nuit, puis le matin de bonne heure, des centaines de camarades, membres des comités des syndicats, hommes de confiance des organisations ouvrières, déployèrent une activité fébrile pour assurer la réussite de la grève. Le comité de grève, composé de sept camarades, siégeait en permanence (c'est-à-dire à tour de rôle des membres) à la Muisson du Peuple, à partir du moment de la déclaration de la grève. Une commission de grève, composée d'un délégué par syndicat et renforcée par des hommes de confiance des organisations politiques et syndicales de la place, se chargeait d'exécuter ou de surveiller l'exécution des décisions prises, soit par le comité de grève, soit par les assemblées des grévistes.